



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Lorsque nous sommes affublés de cornes...

La nouvelle campagne publicitaire pour les paysans suisses figurant des têtes d'animaux placées sur des personnes portant la chemise Edelweiss est l'exemple typique de ce qui peut naître dans la tête d'une agence publicitaire. Comment doit-on le comprendre? Que l'Homme est aussi un animal ou l'inverse? Quel est le message à communiquer? Comme les montages photos ne parlent pas d'eux-mêmes, il faut y ajouter une légende. Mais que dit-elle? Rien de nouveau. Nous sommes quotidiennement abreuvés de publicités illustrant la nature romantique, au point d'en être éçœurés. On cherche à jouer sur la corde sensible de chacun d'entre nous. Nous avons du plaisir à regarder des vaches à cornes sur les alpages, des papillons sur les fleurs multicolores, des poules heureuses qui peuvent farfouiller dans le fumier et des hommes forts luttant dans la sciure. Nous aspirons tous à un petit coin de monde parfait, au moins pour nous en Suisse. Cette imagerie d'un monde idyllique est largement exploitée par des sociétés. Parmi les spécialistes nous pouvons citer Coop, Migros, Bio Suisse, l'USP, Tourisme Suisse; tous accompagnés de leurs agences de communication.

Il en est de même pour la fête de lutte ou les Désalpes qui exploitent commercialement nos sentiments et besoins d'intégrité, de force et d'équité. Au préalable nous sommes inondés de messages correspondant comme („méchant garçon, gentil géant“, „Swissness pur“), afin d'éveiller nos souhaits de beaux paysages, de culture et de traditions. Chaque lutteur donne le meilleur de lui-même, il n'y a aucune raison d'en douter. Mais: nombre de citoyen-ne-s ne souhaitent pas vivre dans les alpages ou en montagne, ils ne veulent pas épouser des paysannes ou des paysans de montagne, ils veulent vivre proches d'un shop et en aucun cas ils ne veulent sentir le fumier après une dure journée de labeur. Mais ils s'attendent à trouver une nature propre



et intacte lorsqu'ils s'en vont en vacances ou souhaitent se reposer un week-end. Ils veulent profiter du paysage et de la vue magnifique, de l'air frais et relaxant au spa. Ces besoins sont légitimes.

Nous paysannes et paysans répondons à ces besoins: 1^{er} août à la ferme, fête des Alpagnes, combat de reines, petit-déjeuner paysan, salon des Goûts et Terroirs, Comptoir, etc sont autant d'occasions de présenter nos produits et nous devons en prendre soin. Mais cela mérite néanmoins de nous poser la question de savoir jusqu'à quel point nous véhiculons une propagande romantique qui éveille de fausses représentations de notre monde. Quelles images et espoirs secrets servons-nous lorsque nous participons à cette romantique à la Heidi, fortement influencée par d'autres, par des professionnels de la publicité qui jouent dans une toute autre ligue que la notre et qui récupère la majeure part du bénéfice? Que se passerait-il si, en marge d'une fête de lutte dans le Berner Oberland ou d'un combat des reines en Valais, nous présentions aussi nos revendications? Peut-être pourraient-ils très bien le comprendre. Un message simple: „Un prix du lait équitable

se situe à 1.- pour le paysan!“.

Que pouvons-nous tirer de la Suisse? Nous n'avons quasi pas de matières premières; ainsi la nature comme les Hommes qui y vivent sont exploités. Nous entretenons une nature qui mérite d'être protégée, mais notre économie laitière est au tapis car nous ne pouvons concurrencer le prix mondial. Les organisations qui promeuvent une agriculture écologique sans s'engager pour des conditions et des contrats de travail justes et par la même pour des prix équitables ont la langue fourchue et trahissent les attentes de l'agriculture. Les organisations qui ne se battent pas avec véhémence contre les accords agricoles de libre-échange ne nous représentent pas. Elles doivent se demander pour qui elles sont les porteuses d'eau. Et nous, nous devons nous déterminer à qui nous octroyons notre confiance. Nous devons également avoir un regard critique sur les sponsors d'événements à consonance paysanne, car ils n'apportent jamais leur soutien gratuitement, ils font partie des plus gros profiteurs du système. Par dessus tout: nous devons en aucun cas nous faire confisquer nos fêtes car nous festoyons avec plaisir, sans retenue et avec joie.



Spéculation

Hors contrôle

Page 2



Interview

La Via Campesina

Pages 4- 5



Lait

Fin des quotas

Page 6



Climat

Alternatiba

Page 7

SPÉCULATION ALIMENTAIRE

Le Conseil fédéral faillit à ses responsabilités

Coup sur coup, notre Gouvernement affiche la couleur. Après avoir présenté son contre projet ultralibéral à l'initiative sur la sécurité alimentaire, le voilà qui se refuse à réguler la spéculation sur un bien essentiel à la vie: l'alimentation! En effet, le Conseil fédéral rejette l'initiative des Jeunes socialistes dans laquelle Uniterre s'est engagée et il se permet même de ne pas proposer d'alternative.

La situation est grave car elle illustre la fuite en avant du Conseil fédéral dans la défense d'une économie débridée qui se fait sur le dos des plus faibles; que ce soit en Suisse ou à l'étranger. Il est prêt à tout pour défendre le secteur bancaire et les spéculateurs malgré les scandales à répétition qui ne cessent de ternir l'image de la Suisse. Et si ce n'était que la seule conséquence... rappelons que chaque année, 840 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Et la spéculation fait partie du problème, quoi qu'en pense le Conseil fédéral. Si ce n'est pas le seul facteur qui a contribué à la hausse et à la volatilité des prix ces dernières années, il est évident qu'il y contribue largement. Des organisations telles que la FAO, la CNUCED ou même la Banque mondiale ont confirmé que la spéculation jouait un rôle négatif non négligeable concernant l'accès à la nourriture et la sécurisation des activités paysannes. Par exemple, la Cnucead a montré que – du fait du poids de la spéculation – les prix des matières premières connaissent depuis des années les mêmes évolutions que les marchés financiers. Autrement dit, les prix n'ont plus de rapport avec l'offre et la demande. Les seuls bénéficiaires en sont les intermédiaires du négoce virtuel des matières premières agricoles, les hommes et les femmes assis dans leurs fauteuils rembourrés devant leur écran...

Au vu des conséquences dramatiques – nous avons atteint plus de 1 milliard de victimes de la faim dans le monde à la fin de la crise alimentaire 2007-2008 – M. Olivier de Schutter, ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, avait fixé en 2011 au G20 la fin de la spéculation alimentaire comme priorité n°1 pour garantir la sécurité alimentaire: «L'impact de la spéculation financière sur la flambée des prix alimentaires est désormais largement reconnu, et ce phénomène doit être contrôlé au plus vite. Les Etats-Unis ont légiféré sur les produits dérivés il y a près d'un an. Le G20, sous présidence française, pourrait encourager les autres puissances économiques à leur emboîter le pas».

Priorités aux marchés ou à l'alimentation?

Le Conseil fédéral se dévoile lorsqu'il affirme: «la spéculation sur les marchés remplit différentes fonctions utiles et nécessaires, il est par contre à craindre

que les marchés agricoles fonctionneraient moins bien si ces restrictions venaient à être appliquées». Nous ne pouvons nous empêcher de poser la question: Le Conseil fédéral roule-t-il pour les marchés ou pour les Humains? Ce qui est sûr, c'est que dans le monde paysan, personne ne profite de la spéculation. Elle crée une instabilité des prix qui rend le travail de planification extrêmement difficile. Le métier de paysan doit conjuguer avec les aléas climatiques, il n'a pas besoin de se rajouter une incertitude supplémentaire provenant d'activités spéculatives. La spéculation actuelle n'a plus rien à voir avec celle d'il y a quelques décennies qui restait complètement marginale dans le secteur des denrées alimentaires; et n'était pas un véritable problème. Les spéculateurs qui ont fui les marchés financiers classiques comme l'immobilier se sont installés dans nos champs et nos assiettes. Si la spéculation remonte à la nuit des temps, un des tournants qui explique son actuelle importance est la libéralisation des marchés au milieu des années 1980. Cette dérégulation se termine en 2000, aux Etats-Unis, avec la loi de modernisation des contrats à terme sur les matières premières (qui ont pourtant longtemps fait partie du paysage des marchés agricoles). C'est à ce moment que se multiplient des produits dérivés de gré à gré qui sont alors exemptés de toute supervision et limitation. C'est la voie libre à de nouveaux investisseurs: banques, fonds de placement, caisses de retraites, hedge funds, fonds indiciels, investisseurs institutionnels... Pour ces nouveaux acteurs, le blé, le soja ou le maïs sont de simples actifs financiers comme l'ont été ceux de l'internet ou de l'immobilier et ils ne se préoccupent aucunement des biens physiques, qui ne passeront de toute façon jamais entre leurs mains. Auparavant, les producteurs et les transformateurs contrôlaient 80% des transactions sur les marchés à terme de marchandises. Aujourd'hui, c'est l'inverse: 80% du marché sont dominés par les spéculateurs financiers.

Pour nous, si les «marchés agricoles» fonctionnaient moins bien grâce aux régulations consécutives à cette initiative, ce serait positif. Ce que nous recherchons, c'est un marché local, régional qui soit rémunérateur pour les paysans et qui garantissent une traçabilité aux consommateurs. De fait, un «marché»

qui soit le reflet des réalités quotidiennes des citoyen-ne-s. Assurément, nous n'avons pas la même vision des marchés que le Conseil fédéral. Aujourd'hui l'agroalimentaire est contrôlé par une petite centaine d'entreprises, un véritable hold-up démocratique qui ne peut avoir que le vent en poupe grâce à de telles décisions du Conseil fédéral. Se dédouaner tel qu'il tente de le faire en se vantant de son action humanitaire dans les enceintes internationales ou dans les pays en développement illustre la schizophrénie de nos autorités.

Cynisme de nos autorités

Vouloir se cacher derrière la perte d'emplois pour la Suisse en cas d'acceptation de l'initiative est déplacé. En effet, nombre d'observateurs confirment que cette activité n'apporte pas réellement de plus value dans l'économie réelle. Certes, il y aurait des pertes de rentrées fiscales. Mais devons-nous pour autant contribuer à la faim dans le monde en raison du fait que certains cantons n'ont pas trouvé mieux que se «spécialiser» dans ce genre de «services» douteux? Vouloir surprotéger ce type de métier frise l'immoralité. Dans l'économie, il faut des règles pour que celle-ci soit au bénéfice du plus grand nombre. En refusant de réglementer, le Conseil fédéral autorise des comportements de cow-boy qui ont des conséquences désastreuses dans d'autres régions du monde. A vouloir couvrir ce type d'activités aussi longtemps que possible, notre Gouvernement finit par se brûler les doigts. Il suffit d'observer son silence coupable lorsque notre économie fait ses choux gras avec le régime d'apartheid dans les années 70-90, les achats et les ventes d'armes plus que discutables (par exemple des drones israéliens testés sur Gaza), le secret bancaire, «l'optimisation» fiscale et autres. A chaque fois, nous pouvons nous attendre au retour de balancier. Alors, pourquoi diable ne pas anticiper? Ou disons plutôt suivre la tendance puisque de nombreux pays cherchent justement à réguler ce business de la faim... Ainsi, il ne faudrait pas un si grand courage au Conseil fédéral... juste la volonté politique de suivre celles et ceux qui ont emprunté la voix de la justice. Est-ce trop demander?

Valentina Hemmeler Maïga

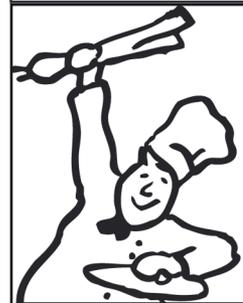
SEMAINE DU GOÛT 17-27 SEPTEMBRE 2015

Renseignez-vous auprès d'Uniterre pour bénéficier d'une inscription gratuite! Délai 30 avril

La Semaine du Goût est une excellente occasion de rencontrer des citoyen-ne-s, des voisins et de discuter ensemble de la nourriture que nous souhaitons proposer, partager, déguster.

Si vous souhaitez organiser un événement sur votre ferme, avec un restaurateur de votre village, avec d'autres collègues, n'hésitez à nous contacter.

Uniterre, partenaire de la Semaine du Goût



SEMAINE DU GOÛT

JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES! RÉCOLTES POUR L'INITIATIVE!

Soyez présent-e-s, organisez des stands, joignez-vous aux actions prévues!

Genève:

matin: Action devant un grand distributeur et stands de récolte entre 11h-14h / Soirée publique autour des semences et OGM

Zürich:

A Wisetäli, au-dessus de Oetwil an der Limmat, installation en plein air. Thème: avenir et alimentation. D'ici au 7 juin, l'exposition sera plusieurs fois modifiée.

Winterthur:

Le dimanche 19 avril, «Lebensmittelpunkt» à Machwerk. Souveraineté alimentaire, la via campesina, le commerce mondial

Plusieurs autres actions sont en préparation sur Fribourg, Neuchâtel etc.:

www.souverainete-alimentaire.ch agenda ou

www.uniterre.ch dossier action, journée lutte paysanne

OGM

L'inutilité des pommes de terre cisgéniques

Alors que partout en Europe le nombre de disséminations expérimentales d'OGM diminue, la Suisse, dotée d'un moratoire et dont la population est majoritairement opposée à l'utilisation du génie génétique dans l'agriculture, accueillera peut-être des pommes de terre (pdt) génétiquement modifiées (GM) hollandaises dans le tout nouveau site protégé de Reckenholz (ZH). Pour mémoire, ce site, qui coûte 750'000 CHF/an en frais de fonctionnement au contribuable, avait été offert par le Parlement à la poignée de chercheurs suisses criant à la fin de l'excellence de la recherche helvétique, lors de la prolongation du moratoire en 2013. Ce site demeure pour l'heure à moitié vide !

Le champignon pathogène *Phytophthora infestans* (mildiou) pose de grands problèmes aux cultures de pdt conventionnelles car il attaque les feuilles, les tiges et les tubercules des plants pouvant détruire des récoltes entières. Si les conditions climatiques suisses sont favorables à son développement, ce sont surtout les pratiques culturales intensives qui favorisent la propagation du mildiou et d'autres agents pathogènes. En effet, la mise en place d'agrosystèmes uniformes génétiquement, structurellement et fonctionnellement crée un milieu favorable à la dispersion d'agents pathogènes.

Selon les chercheurs qui tentent de justifier leurs essais, ces pdt résoudre le problème et permettront de diminuer la quantité de fongicides utilisés. Hélas, c'est bien faux ! Toutes les lignées testées (sauf une) ne possèdent qu'un ou deux gènes de résistances insérés dans une variété très sensible, pas assez pour combattre le champignon sur le long terme. Celui-ci s'adapte plus rapidement qu'il ne le faut pour produire une variété GM. La seule lignée potentiellement efficace appartient à la variété Atlantic jugée inapte à la culture suisse par Agroscope en 1983... ce même Agroscope qui propose l'essai aujourd'hui. Mais cela mis à part, il existe déjà des variétés résistantes au mildiou développées par des méthodes de sélection classiques comme la Sarpo Mira, dotée d'une résistance multiple, ou encore la Toluca, la Bionica, la Carolus et la Vitabella. L'agriculture bio les utilise avec des pratiques culturales qui limitent l'infestation.

Autre plaidoyer des chercheurs: la cisgénèse est aussi sûre que la sélection classique car elle utilise des gènes d'espèces proches contrairement à la transgénèse qui peut utiliser des gènes d'espèces éloignées (bactéries, virus, etc.). Désinformation pure ! Les deux ne se différencient pas dans leur procédé technique. Le processus d'insertion des gènes et des construits cisgéniques reste aléatoire et invasif pour le génome et peut conduire à tout une série d'effets non attendus et non désirés. En conséquence, d'un point de vue de l'évaluation du risque, la cisgénèse est identique à la transgénèse et est soumise aux mêmes procédures strictes. L'analyse du dossier de demande d'autorisation nous apprend d'ailleurs qu'il ne répond pas aux conditions définies par la loi. La caractérisation moléculaire est absente: aucune information sur le nombre de copies de l'insert

Sélection variétale et marché de la patate

Un enjeu important de la production de patates est la réduction de l'impact des maladies. Afin de pouvoir assurer des rendements élevés tout en évitant ou en réduisant les traitements fongicides les producteurs doivent pouvoir s'appuyer sur un choix de variétés résistantes ou tolérantes. Dans le cas du mildiou il existe, dans l'énorme variété génétique des souches de patates, un grand réservoir de sélection. Mais pourquoi ces variétés résistantes et cette diversité potentiellement cultivable ne trouvent-elles pas le chemin de nos champs et de nos assiettes ? Est-ce qu'il y aurait une contradiction avec les intérêts des groupes chimico-semenciers qui ne veulent surtout pas de plantes saines et productives car n'étant pas rentables pour elles ?

La firme hollandaise KWS, quatrième firme mondiale semencière après Monsanto, DuPont Pioneer et Syngenta a développé la variété de patates Vitabella résistante au mildiou. La firme suisse Terralog a conclu un accord avec

le représentant de cette variété, Plantera en Hollande, lui assurant l'exclusivité d'importation de ces semences ou de ces patates de consommation. La recherche publique a fait des essais variétaux qui ont permis d'évaluer le potentiel positif de cette variété. Aujourd'hui la société Terralog a attribué le droit de culture exclusif à un seul grand producteur zurichois bio de 300 ha. Il faut saluer les producteurs bio qui veulent imposer à leur prochaine assemblée des délégués un règlement pour limiter les variétés cultivables par les producteurs du label «Bourgeon» aux variétés librement accessibles à tous les producteurs.

La variété Vitabella a donc rejoint les variétés exclusives Celtiane, Amandine et Gwen déjà présentes sur le marché suisse. A ce propos, la Migros avait d'ailleurs commencé au début du mois de janvier 2015 à importer des patates hollandaises de la variété Gwen alors que les stocks de patates indigènes équivalentes étaient encore pleins. Cette attitude de la Migros est à l'opposé des déclarations publicitaires tonitruantes en faveur des objectifs du

cisgénique et la localisation des sites d'insertions.

Premier constat. Plus de cinq millions de francs seront investis pour une pomme de terre qui n'a aucune chance de se retrouver sur le marché alors que la sélection végétale bio et classique, plus efficace et moins chère, manque de financements. La charte stratégie qualité de l'agriculture et de la filière alimentaire suisses exclut les OGM de la production, les difficultés techniques et organisationnelles de la séparation des filières et le surcoût économiques qu'une coexistence des deux filières engendrerait sont reconnus par les milieux agricoles et économiques et les citoyens ne veulent pas de pdt GM. Pur gaspillage d'argent ! Le refus du génie génétique n'est pas empreint de dogmatisme, mais simplement de réalisme. Après plus de 30 ans de recherche et des milliards engloutis, le génie génétique n'a apporté aucune solution aux besoins réels de l'agriculture. Uniquement des produits mal adaptés qui accentuent la dépendance des agriculteurs envers une technique brevetée et dévoreuse en capitaux. Aucune autre technologie aussi peu efficace n'a jamais été autant subventionnée.

Deuxième constat. Le génie génétique ne fait que répondre aux symptômes plutôt qu'à la cause du problème. Les agrosystèmes industriels modelés par la révolution verte manquent de diversité fonctionnelle et ne demeurent productifs qu'à un coût énergétique, environnemental et social important. L'utilisation du génie génétique ne fait que renforcer ce modèle sur la base d'une vision réductrice, simpliste et obsolète de l'agriculture.

Les rapporteurs des Nations unies sur le droit à l'alimentation se succèdent et clament la nécessité urgente d'un changement de paradigme agricole. Les gouvernements doivent réorienter les subsides et les fonds de recherche destinés au soutien d'une agriculture conventionnelle et intensive (80% et 90% dans l'UE) vers le soutien, d'une part aux technologies agroécologiques (moins de 10%) permettant de conserver l'eau, la matière organique dans les sols, de cultiver la diversité nécessaire pour contrôler les ravageurs et faire face aux changements climatiques et, d'autre part, vers une recherche et une sélection variétale qui donnent accès aux agriculteurs à des semences adaptées localement pour l'agriculture à faible intrant de demain.

Si les sols sont vides, comment produire des aliments équilibrés ? L'intensification durable assistée par génie génétique est une immense imposture. L'agroécologie a par contre fait ses preuves partout dans le monde. Alors à quand la volonté politique pour faire de la Suisse un centre d'excellence en agroécologie ? Donnons les moyens aux praticiens de travailler et arrêtons de gaspiller de l'argent pour des projets critiquables et inutiles qui ne bénéficient qu'à la carrière d'une poignée de scientifiques.

Luigi d'Andrea, StopOGM

développement durable. Sans parler du manque de transparence puisque déjà à partir de la deuxième semaine de distribution, l'origine hollandaise n'était plus mentionnée et remplacée par celle d'un sous-traitant suisse. Cette attitude inacceptable accompagne une pression constante à la baisse des prix aux producteurs.

Mais en dehors de ces questions de marché, le cas de la variété résistante Vitabella interpelle dans le contexte de l'offensive menée par la recherche publique Agroscope pour nous imposer des variétés de patates OGM résistantes. Il est scandaleux que cette dernière s'allie aux intérêts industriels au lieu de favoriser une recherche dans l'intérêt collectif.

Nous assistons à une privatisation croissante du patrimoine génétique des plantes cultivées par des entreprises de la chimie et de la semence, appuyées dans leur appétit par un catalogue des variétés restrictif institué en 1998. Le droit des paysans de ressemer et d'échanger leurs semences de ferme est indispensable à l'adaptation des

cultures aux changements climatiques et à l'adaptation locale qui permet seule de diminuer l'usage des engrais et des pesticides chimiques. Il est le garant de la sécurité du stock semencier et donc de la sécurité alimentaire. La multiplication des brevets sur les gènes naturels, mutés ou manipulés des semences commerciales déjà protégées par ces certificats d'obtention variétale renforce encore la confiscation des semences par une poignée de multinationales qui s'emparent ainsi du droit des peuples à l'alimentation. C'est la souveraineté alimentaire qui est directement menacée par ce concubinage malsain entre l'UPOV et les Offices des brevets. C'est en réponse à cette évolution que l'article 3c de l'initiative d'Uniterre «Pour la souveraineté alimentaire» tient justement à inscrire ces droits dans la Constitution. La maîtrise des marchés et la rémunération équitable de la production est également une condition de départ essentielle pour rendre aux producteurs la disponibilité et la liberté de pouvoir investir dans une recherche publique participative.

Rudi Berli

INTERNATIONAL

Une femme coordinatrice de La Via Campesina

Elizabeth Mpfu, paysanne zimbabwéenne, est la coordinatrice internationale de La Via Campesina depuis janvier 2014. Elle était de passage à Genève début mars. Une occasion pour Uniterre de faire sa connaissance et d'organiser une soirée publique.



Le secrétariat international de La Via Campesina est hébergé par une des organisations membres pendant 4 à 8 ans. Après la Belgique, le Honduras et l'Indonésie, c'est le Zimbabwe qui accomplit cette tâche. Au cœur de l'Afrique australe, sur le continent où La Via Campesina observe son plus grand développement, l'organisation Zimsoff (Forum zimbabwéen des petits producteurs bio) coordonne -avec un appui renforcé d'une équipe internationale- les activités de La Via Campesina jusqu'à la prochaine conférence quadriennale. Zimsoff compte environ 19'000 membres et a été constituée en 2003 avec la volonté de pouvoir développer sa propre dynamique et de parler en son propre nom. Il a souhaité soutenir les personnes les plus vulnérables qui avaient pour objectif de développer une agriculture paysanne. Il existe bien sûr d'autres organisations paysannes au Zimbabwe mais elles ne promouvaient pas les mêmes objectifs. Pendant longtemps, Zimsoff a fonctionné sans secrétariat rendant difficile la communication et la mobilisation entre les différentes régions du pays. Depuis quelques années, elle est dotée d'un secrétariat national qui facilite aussi la recherche de financement.

Elizabeth, peux-tu te présenter?

Je suis paysanne et cultive 5 des 10 ha que je possède avec des céréales locales comme le millet, le sorgho, le mil, l'éleusine et du maïs non hybride. Je produis également des haricots, des arachides, et autres protéines. Je jongle avec 80 variétés. J'ai quelques vaches, des chèvres, des moutons et des poules indigènes. Je n'utilise aucun produit chimique, et ceci depuis très longtemps. En gros, un régime équilibré pour obtenir une assiette bien pleine pour ma famille, mes voisins, ma nation. A côté de mon exploitation, je suis la Présidente du Zimsoff et je suis membre du comité directeur de l'AFSA (alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique).

Quels sont les thèmes sur lesquels vous êtes particulièrement actifs?

Sans hésitation, je cite les semences. C'est un sujet qui a toujours été au cœur de nos échanges au sein de notre mouvement paysan. Nous avons des variétés indigènes extrêmement intéressantes et diverses. Actuellement, dans notre sous-région, une politique semencière est en élaboration en vue d'une homogénéisation des semences. Elle nous inquiète évidemment puisqu'elle fait le jeu des grandes sociétés transnationales et risque d'appauvrir massivement les échanges locaux de semences. C'est également une porte d'entrée pour les

OGM dans notre région. Ceci alors que notre pays a jusqu'alors été peu affecté si ce n'est par le biais de l'aide alimentaire. Nous organisons régulièrement de grandes rencontres autour des semences indigènes ou des ateliers thématiques auxquels nous invitons des membres des ministères pour les sensibiliser à ces enjeux.

L'autre question, qui est intrinsèquement liée à l'histoire du Zimbabwe, c'est la réforme agraire. Elle a eu lieu au début des années 2000. De nombreux paysans ont obtenu des terres. Parmi ceux-ci, 20% sont des femmes. J'ai moi-même pu en bénéficier et obtenu 10 hectares de terres que je cultive avec mon mari. La réforme n'est pas véritablement achevée puisque nous savons que certains possèdent encore plus d'une ferme. Aujourd'hui, le gouvernement tente d'appliquer la règle suivante: une personne, une ferme. Les terres vous sont octroyées sous forme d'un droit de superficie pour 99 ans. Tant que vous cultivez la terre, vous pouvez la conserver et la transmettre à vos enfants, mais vous ne pouvez pas la vendre. Si vous la laissez en jachère, elle vous est confisquée et redistribuée.

Enfin, au niveau des réformes politiques, nous devons faire notre place. C'est un gros défi car d'autres organisations paysannes sont très proches du gouvernement et l'influencent. Nous devons réussir à faire entendre notre propre plaidoyer. Cela n'empêche pas que nous cherchons à créer des alliances durables ou ponctuelles avec certaines de ces organisations.

En tant que femme, leader d'un mouvement paysan, rencontrez-vous des difficultés?

Les hommes contrôlent tout. Ils acceptent donc difficilement que des femmes dirigent un mouvement. Pour mon mari aussi ce n'était pas évident

au début. J'ai fait appel à la médiation d'un chef traditionnel, ami de mon mari et membre de notre mouvement, pour le sensibiliser. Sans lui, peut-être serions-nous aujourd'hui séparés ou je ne serais pas impliquée au niveau international... alors que maintenant, lorsque je suis absente pour des meetings nationaux ou internationaux, c'est mon mari qui gère la ferme et tout se passe bien. Au plan plus global, les politiques publiques sont élaborées sans la voix des femmes. Nous sommes marginalisées, négligées. Le seul moment où les politiciens s'intéressent à nous c'est lors des élections. Au quotidien, nous restons invisibles alors que nous effectuons 70% du travail; il n'y a pas de reconnaissance. C'est pourquoi nous essayons de nous coordonner pour nous faire entendre. Car personne ne se lèvera pour nous, c'est à nous d'agir. Le travail au sein de La Via Campesina nous aide beaucoup. Nous parlons ensemble des problématiques genre et de la violence envers les femmes. Nous organisons des formations, partages de savoirs sur le leadership, sur l'expression en public etc. Nous faisons aussi face à des problèmes de violence ou de précarité quant à l'accès à la terre qui fait que lorsque votre mari meurt, il n'est pas rare que votre belle famille vous chasse de la ferme.

Quel est le développement de La Via Campesina en Afrique?

Nous avons deux régions organisées. Dans la région 1 (Mozambique, République démocratique du Congo, Madagascar, Angola, Tanzanie, Zimbabwe et Afrique du Sud), où se situe mon pays, nous travaillons surtout sur les semences et le droit à la terre. Entre la problématique foncière issue de l'histoire de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe et le nouveau phénomène de l'accaparement des terres qui touche dramatiquement



INTERNATIONAL



le Mozambique, l'Ouganda ou la Tanzanie, nous avons de quoi faire. Au niveau des semences, comme je l'ai dit précédemment, nous luttons contre cette nouvelle loi d'homogénéisation avec l'appui d'une ONG sud africaine (African center for biosafety). Ce pays est une tête de pont pour les OGM en Afrique. D'ailleurs le Zimbabwe subit régulièrement des importations illégales par notre frontière commune.

La région Afrique 2 est composée essentiellement de pays francophones: Mali, Niger, Sénégal, Togo, Congo Brazaville, puis de la Guinée Bissau, du Ghana et de la Gambie. Cette région travaille également sur la problématique foncière. Ils subissent de plein fouet l'arrivée de gros projets miniers qui accaparent leurs terres et leurs ressources naturelles. Les multinationales

ont pris le continent africain pour cible car il est si riche: or, diamant, uranium, manganèse, etc. et certaines régions se «prêtent» bien à la production d'agrocarburants. Nous devons nous battre contre de telles «fausses solutions» au changement climatique véhiculées par les multinationales. Elles développent des programmes ou des technologies inutiles qui les renforcent et les enrichissent et marginalisent les paysans. Nos gouvernements doivent prendre leurs responsabilités. Dans certaines régions comme l'Ouganda ou la Tanzanie la situation est alarmante.

Le continent compte 15 organisations membres. Actuellement il y a de nouvelles demandes provenant de l'Ouganda, du Kenya et du Lesotho. Elles seront validées lors de la prochaine conférence quadriennale qui se tiendra au Pays

Basque en 2017 ou 2018. Le fait que le secrétariat international soit en Afrique facilite la dynamique continentale. Par ailleurs de nombreuses réunions de dimension internationale ont eu lieu comme au Mali sur l'accaparement des terres, les semences ou tout récemment sur l'agro-écologie. Nous avons pour objectif de renforcer le mouvement citoyen en Afrique pour faire face à l'appétit des multinationales. Cela passe par exemple par des alliances avec les consommateurs, surtout urbains. Nous devons faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils ne cèdent pas. Pour qu'ils nous soumettent les projets de loi en amont pour que nous puissions réagir et non seulement déplorer les conséquences négatives quand la loi a été votée. L'UNAC, organisation du Mozambique, a par exemple réussi à organiser un workshop régional sur les transnationales et a invité des membres du gouvernement qui sont venus. Nous devons avoir une vision à long terme. Les multinationales promettent monts et merveilles, exploitent les ressources, et quand elles sont tout asséchées elles s'en vont. Cela ne peut plus durer. Par ailleurs nous souhaitons renforcer les formations de paysan à paysan. Les 4 écoles d'agroécologie que nous avons mises sur pied sont un exemple.

Comment perçois-tu ton rôle de coordinatrice?

Il me plaît, j'ai du plaisir bien qu'il m'éloigne trop souvent de ma ferme. Il y a énormément de demandes. C'est un rôle important et très intéressant. J'apprends également beaucoup au contact d'autres paysans. C'est complètement nouveau. Avant cet engagement, nous au Zimbabwe, avions très peu d'échanges avec nos collègues d'autres régions. Au niveau du comité de coordination internationale (formé d'une femme et d'un homme pour chacune des 9 régions

de La Via Campesina), nous essayons de décentraliser au maximum en formant des petits groupes de responsabilité (par exemple terres, changement climatique, agroécologie, commerce, etc.) afin que ce ne soit pas toujours les mêmes qui se déplacent ou représentent le mouvement. Chaque membre à son rôle pour réaliser une dynamique aussi horizontale que possible et pour que personne ne soit «indispensable».

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga

Conduite bancaire

Après les révélations du dernier scandale bancaire HSBC, et dans l'attente du prochain qui va suivre, il est intéressant d'appliquer la législation bancaire suisse aux règles destinées aux automobilistes. Cela donnerait à peu près la situation suivante: nous verrions sur nos routes, de nombreux panneaux de signalisation de limitation de vitesse, d'interdiction, de priorité, etc. Mais attention! Les automobilistes en seraient avertis. Aucun contrôle ne serait effectué et aucun radar ne serait installé. Les quelques agents de circulations en fonction pour toute la Suisse, seraient cantonnés à verbaliser les vélos sans plaque. Si un conducteur commettait une infraction, il serait invité à s'auto-dénoncer, cela dans un délai de 10 ans. Si un piéton dénonce un chauffard traversant la ville en trombe et sans phare, ce piéton sera lourdement verbalisé et risquerait la prison. Par contre, si contre toute attente, ce chauffard était amendé, il pourrait déduire le montant de cette amende de ses impôts.

Avec de telles pratiques, les mauvais automobilistes seraient aux anges. Malheureusement, le nombre d'accidents et de drames de la route seraient en constante augmentation.

À chacun d'en tirer sa morale. Un conseil bienveillant: dans l'attente du prochain dérapage, n'oublions pas au volant de lever le pied avec le sourire.

Yves Batardon, Soral

DOMAINE DE LA MERMIERE

1286 Soral - www.mermiere.ch

A la Mermière, on travaille la terre comme à Uniterre. Simplement, avec le cœur et les mains.

COTISATIONS UNITERRE

Fin février, un certain nombre de nos membres ont reçu des rappels concernant les cotisations 2015 (envoyées l'automne dernier). Nous espérons que c'est un oubli de votre part et que nous aurons toujours la chance de vous compter parmi les fidèles du syndicat. Si, pour des raisons financières, vous avez des difficultés à payer le montant de la cotisation, n'hésitez pas à contacter Claude Mudry au 079 365 76 10 plutôt que de laisser traîner les choses.

A toutes celles et ceux qui ont déjà cotisés, un grand merci pour votre confiance!

La ligne nature

Metabol
BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol
en cas de cellules
somatiques

LGC SA
ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

LAIT

La sortie des quotas laitiers est une impasse

Quelles seront les conséquences territoriales, économiques, sociales et environnementales pour la filière laitière européenne avec la suppression des quotas? Entretien avec Aurélie Trouvé, ingénieure agronome et maître de conférences en économie à AgroParisTech.



Dans un récent article (1), vous examinez les arguments utilisés par la Commission européenne pour justifier la sortie des quotas. Quels enseignements en tirez-vous?

L'objectif de la Commission européenne est de capter le maximum de marchés extérieurs et d'augmenter la production laitière. Elle nous pousse vers un système avec de très grandes exploitations, très intensives (beaucoup de vaches par hectare, beaucoup de lait par vache) et très endettées. Se profile le risque d'une captation par des capitaux extérieurs puisque ces exploitations là ne sont même plus reprenables par les patrons familiaux. Augmenter la production par vache suppose également d'augmenter l'alimentation animale concentrée (maïs-soja) et de passer à des races plus productives (Prim'Holstein). Cela veut dire zéro pâturage et retournement des prairies, en totale contradiction avec les objectifs environnementaux et climatiques affichés

par l'Union européenne. Par ailleurs, ces exploitations là créent très peu de valeur ajoutée nette par actif agricole ou par hectare. La Commission raisonne en termes de compétitivité physique, c'est à dire en capacité de produire un maximum en volume, mais pas en valeur ajoutée. D'un point de vue économique, social et environnemental, cette sortie est une impasse.

Un grand nombre d'exploitations risquent-elles d'être mises en péril?

C'est même pire: leur disparition va s'accélérer! La sélection des exploitations existait déjà sous les quotas. Ils ont été distribués en 1984 en fonction des références historiques, c'est à dire de ce que l'agriculteur produisait dans les années précédentes; ils ont ainsi avantage ceux qui avaient déjà beaucoup développé leur production, alors que d'autres éleveurs ont été bloqués dans leur production. Les quotas ont donc figé des inégalités. Mais leur suppression nous fait redouter une sélection encore plus brutale des exploitations. Certains indicateurs comme l'évolution du taux de génisses dans les élevages révèlent une augmentation de la production de lait dans le grand Ouest, une partie de l'Est et le grand Nord. Dans ce «croissant laitier», les exploitations gagnantes sont celles situées là où la densité est la plus forte. Dans tout le reste du pays – Sud-Ouest, Sud-Est et même certains territoires du Massif-Central – les élevages laitiers disparaissent à vitesse grand V. L'objectif d'équilibre territorial consistant à rapprocher lieux

de production et de consommation est remis en cause, pour une raison simple: les industries agroalimentaires ont tout intérêt à choisir les plus grosses exploitations et les plus concentrées, afin d'alléger leur coût de collecte.

Le tableau dressé est catastrophique à tous points de vue. Qu'en est-il du côté du consommateur?

Les chiffres ne sont pas bons du tout. Selon la Cour des comptes européenne, le prix du lait au producteur a stagné entre 2006 et 2009, et a augmenté pour le consommateur. Ceux qui en profitent sont la transformation et la distribution. Le problème des modèles économiques utilisés par les néo-libéraux et sur lesquels se repose la Commission européenne, c'est qu'ils ne prennent pas en compte les logiques de filières, les rapports de pouvoirs et de partage de valeur ajoutée.

Une nouvelle crise du lait s'annonce?

En l'absence de régulation publique, nous sommes dans un contexte de très forte volatilité des prix. Il y a bien une hausse de la demande mondiale, mais cela n'offre pas pour autant des marchés export pérennes. Tous les pays – Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, Union européenne – ont augmenté leur production de lait de 5 à 10 % dans les douze derniers mois, et nous avons un surplus très fort sur les marchés d'exportation. Des entreprises comme Nestlé sont aussi en train d'investir dans des pays émergents, notamment en Asie, avec des fermes énormes pour

pouvoir produire au plus près.

La vente au enchères réalisée par Fonterra, une énorme coopérative laitière néo-zélandaise qui réalise le quart des exportations mondiales, est un indicateur de l'évolution des prix (2). Nous sommes dans une perspective de très forte baisse. En France, le prix du lait va chuter dans quelques semaines ou quelques mois. C'est déjà le cas sur les cours internationaux. Pour anticiper la crise qui s'annonce, la France aurait un rôle à jouer sur les propositions d'alternatives à la sortie des quotas. En ce sens, les pressions des syndicats paysans vont être déterminantes.

*Article paru dans
«Campagnes solidaires»
n° 304, mars 2015*

Propos recueillis par Sophie Chapelle

(1) A. TROUVE et J.C. KROLL (Agrosup Dijon), «Lecture critique d'une dérégulation des marchés: le cas de la suppression des quotas laitiers», revue Agronomie (juin 2013).

(2) Depuis 2008 Fonterra lance un système de vente de produits laitiers par enchères ascendantes, chaque mois pour 8 catégories de produits laitiers. Cet outil n'est pas un marché à terme mais un système de vente mis en place et contrôlé par Fonterra. La mégacoopérative néozélandaise ne vend qu'une partie de ses disponibilités via ces enchères et fixe à son gré les quantités mises en vente pour chaque échéance de livraison.

Projet Swissness: des demi-vérités sous la loupe!

L'industrie alimentaire cherche une fois de plus à affaiblir le projet Swissness. Normalement, à l'avenir, les denrées alimentaires suisses ne devraient arborer la croix suisse que si elles sont composées d'au moins 80% d'ingrédients d'origine suisse. Le producteur de Toblerone Mondelez y voit un problème. Il estime que les paysans ont trop de pouvoir s'il est quasi obligé d'acheter de la poudre de lait suisse. C'est ce qu'il a récemment affirmé dans le Blick. Selon ce compte rendu, pour l'heure, il est en mesure de lutter à armes égales avec ses concurrents ce qui ne serait plus le cas s'il devait se conformer au projet Swissness. Mais est-ce bien vrai? BIG-M a fait son enquête. Aujourd'hui, dans les négociations, Mondelez menace sans cesse d'acheter de la poudre de lait à l'étranger si la

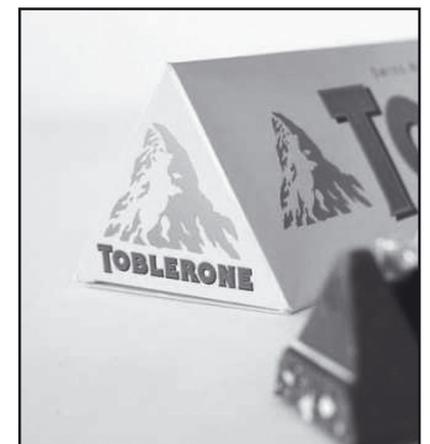
poudre suisse ne lui est pas fournie au prix mondial. C'est là qu'entre en jeu la loi chocolatière. Avec cet argent, le prix de la poudre de lait suisse est rabaisé au prix mondial. Cet argent provient d'une part de la Confédération, d'autre part de retenues obligatoires prélevées chez les paysans. Ce que le Blick n'a malheureusement pas publié, c'est le montant que Mondelez encaisse par ce mécanisme. Du 1^{er} décembre 2013 jusqu'au 30 novembre 2014, Mondelez a bénéficié de 16'587 millions de francs de la loi chocolatière; plus que toute autre entreprise. Pour Mondelez lutter à armes égales, c'est bien cela.

BIG-M estime que la poudre de lait suisse est et doit être significativement plus chère que la poudre de lait achetée sur le marché mondial. D'une part

parce que la transformation du lait en poudre de lait coûte 2 à 3 fois plus cher en Suisse qu'à l'étranger. D'autre part parce que le lait suisse est plus cher pour une bonne raison: la qualité de notre lait n'est pas comparable à celle du lait qui est produit pour le marché mondial. Du lait de qualité «marché mondial» (nombre de cellules, de germes, fourrages OGM) ne serait plus collecté chez les paysans suisses. Cela frise l'insolence quand les producteurs de denrées alimentaires estiment qu'il faut rabaisser le prix de la poudre de lait suisse de haute qualité au niveau du prix mondial. C'est encore possible aujourd'hui car le marché n'est pas sous contrôle. Quand le Toblerone est vendu à l'aide de l'image du Cervin et que pour ce faire Mondelez doit acheter de la poudre de lait indigène,

cette entreprise a encore la possibilité de choisir entre plusieurs fournisseurs de poudre et de choisir l'offre la moins chère... Voilà ce qu'est le marché. A armes égales bien évidemment.

BIG-M



CLIMAT

Les Alternatives à l'honneur: une occasion inédite de se présenter et d'échanger

Le changement climatique: un dossier que nous pourrions décrire comme aussi vital que désespérant. Alors comment rebondir sur un tel constat? Comment mobiliser les gens autour de ces questions et leur donner l'occasion de faire connaître leurs contributions positives à la lutte contre le changement climatique? Un défi relevé en septembre au bout du Léman, en écho à 60 autres événements semblables. Événement qui n'attend que votre participation. Explications avec Olivier de Marcellus qui contribue à cet événement.



Bayonne, Pays Basque. Une foule réunie pour l'ouverture d'Alternatiba.

Olivier, d'où vient ce projet «Alternatiba»?

La dynamique a été lancée au Pays Basque français, à Bayonne. Alors que le COP 21-la Conférence des parties contractantes sur le climat- se tiendra à Paris en automne 2015, il fallait trouver une formule qui permettait d'enclencher une mobilisation positive autour des questions climatiques. D'autant que cette fameuse conférence, qui est sensée prendre des décisions pour le Post-Kyoto d'après 2020, s'annonce de loin pas à la hauteur des enjeux. Un accord contraignant semble quasi illusoire. Les personnes qui ont pensé «Alternatiba» voulaient permettre aux citoyens de ne pas rester tétanisés face à l'ampleur des enjeux et l'inaction des puissants. Les Basques ont donc souhaité remobiliser sur la base de la société civile en lui proposant de présenter les alternatives actuelles déjà en route comme par exemple l'agriculture paysanne de proximité qui est une alternative à l'agriculture industrielle responsable de 30% des émissions de gaz à effet de serre. En somme, une «vitrine» des solutions concrètes et existantes afin de démontrer que le changement est déjà en route et qu'il suffit de monter à bord. L'objectif est de donner de l'espoir, car des gens travaillent à des solutions, aujourd'hui déjà. Le COP 21 est un repère dans l'agenda qui permet de focaliser l'attention du public sur ces questions. A nous de nous y accrocher avec des solutions alternatives venant du terrain.

Il n'y a donc pas qu'un seul Alternatiba en construction?

Non! Il y en a plus de 60 prévus d'ici à la Conférence de Paris. Surtout dans les pays francophones, mais aussi

en Allemagne, Autriche, Turquie, Espagne... Certains ont déjà eu lieu. A chaque fois ces événements ont réuni plus de 10'000 personnes. Les gens sont intéressés par des choses concrètes: les énergies renouvelables, la finance responsable, les systèmes d'échanges locaux, la mobilité douce, l'agriculture et l'alimentation de proximité etc. Pour beaucoup, c'est plus intéressant et mobilisateur que les discours. Sur le bassin lémanique, 100 associations de toutes sortes se sont pour l'heure inscrites. Qui que ce soit qui a des démarches positives sur le climat est le bienvenu à cet événement qui se déroulera dans le quartier de Plainpalais à Genève.

Pourquoi avez-vous tenu à un événement transfrontalier?

C'est la réalité de Genève aujourd'hui! 400'000 personnes habitent le canton et 400'000 autres gravitent autour, dont 30'000 Suisses. Un modèle de développement respectant l'environnement doit être construit pour la région et ne doit pas s'arrêter aux frontières cantonales. Nous partageons un même espace géographique cohérent. Pour exemple: les 80'000 pendulaires qui viennent travailler à Genève! Voici un enjeu sur tous les plans. Quel type de mobilité pour eux, quel logement, à quel endroit, au détriment de qui? Les Français de l'Ain et de la Haute Savoie se mobilisent énormément pour Alternatiba, car pour une fois nous les prenons en compte. Il y a d'ailleurs beaucoup de paysans français qui sont actifs dans les préparations. Ils proviennent essentiellement de la Confédération paysanne et/ou des AMAP.

Qu'avez-vous au menu?

Le vendredi 18 septembre il y aura

uniquement un grand meeting d'introduction et puis tout le reste se déroulera du samedi 19 au dimanche 20 septembre. Une trentaine de conférences sont d'ores et déjà planifiées. Il y a douze espaces thématiques et chacun d'entre eux pourra proposer des ateliers, conférences, actions, animations et stands. Ainsi nous pouvons nous attendre à plus de 100 événements. Pour rendre le tout convivial, nous négocions avec la ville une piétonisation de l'espace. Depuis le bout de la plaine de Plainpalais où se situe la maison des Associations jusque vers la région de l'hôpital. Sont inclus des espaces ouverts, dans la rue et des lieux fermés comme la salle Communale de Plainpalais, la Maison des Associations ou l'Ecole sociale.

En ce qui concerne la nourriture, nous allons centraliser l'offre et cuisiner pour toutes et tous. Nous sommes en discussion avec des paysans de la région pour qu'ils plantent en fonction des besoins annoncés.

A propos, au niveau paysan, quelle mobilisation attendez-vous?

Les personnes les plus concernées par une telle démarche sont les AMAP/ACP, la vente directe mais aussi les syndicats paysans comme Uniterre et la Confédération paysanne française qui proposent des alternatives à la tendance actuelle. Ils y ont toute leur place. Nous espérons que cet espace thématique sera très vivant car il y a beaucoup d'attentes à ce niveau. Lorsque on parle des alternatives pour réduire notre impact négatif sur le climat, l'agriculture de proximité et paysanne est toujours citée en exemple. Ainsi, Alternatiba est une occasion rêvée pour se faire connaître, pour gagner des adhérents, des consommateurs. L'initiative pour la souveraineté alimentaire pourra aussi y trouver un terrain fertile. Parmi les animations proposées il y a l'échange de semences, un marché paysan, ou encore des collaborations avec des cuisiniers pour faire déguster des produits régionaux. Il y aura aussi des projets urbains sympathiques comme les poules en ville, les jardins partagés ou les «incroyables comestibles» qui visent à semer les villes de légumes gratuits.

Comment décrirais-tu la mobilisation en cours?

C'était un peu particulier car nous avons commencé les démarches très tôt, il y a une bonne année. Alors nos

interlocuteurs nous disait: «sympa comme idée, on se recontacte dans un an?». Seulement pour mettre sur pied un tel événement il faut du temps car rien que pour les espaces publics, il faut annoncer très tôt nos besoins à la Ville. Et il faut être en mesure de coordonner les besoins logistiques, financiers ou autres provenant de 12 espaces thématiques. Maintenant, à 8 mois de l'événement, ça grouille, il y a une belle dynamique. Les gens apprécient de travailler par thème car cela permet d'avoir des groupes restreints et concrets et de créer des liens. Fin janvier, lors d'une assemblée, nous étions plus de 120 à nous retrouver. Le noyau dur est constitué de 40 personnes, ce n'est pas rien. L'organisation est très autonome et décentralisée grâce aux espaces thématiques. J'ai le sentiment qu'une grande histoire se prépare, ce sera sûrement marquant pour la région! C'est la garantie d'une visibilité exceptionnelle des alternatives.

Quelles sont les prochaines échéances?

D'ici mi-avril nous devrions avoir les plans fermes sur ce qui va se passer à l'extérieur (stands, animations, ateliers, musiques etc.). Au niveau de la coordination, nous avons des réunions régulières. Quant aux espaces thématiques ils s'organisent à leur rythme. En avril, nous planifions un événement public pour mieux faire connaître la démarche.

Du 6 au 7 juillet nous accueillerons à Genève le Tour de France en tandem 4 places qui fait le tour des Alternatiba; cela représente tout de même 5'000 km. Il démarre le 5 juin à Bayonne et arrive le 26 septembre à Paris.

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga

S'engager: participer à Alternatiba

Vous êtes intéressés à participer, à présenter votre contribution? Vous souhaitez proposer un atelier, une conférence, une animation? L'espace thématique agricole et alimentation est en route. Contactez rapidement les organisateurs!

Des bénévoles sont également recherchés, en nombre, pour aider à la logistique, la pub, la cuisine etc.

**Un site pour tout cela:
www.alternatiba.eu/leman
leman@alternatiba.eu**

LETTRE DE LECTEUR

De la sécurité alimentaire à l'insécurité globale

Le ministre de l'économie M. Schneider Amman, le directeur de l'OFAG M. B. Lehmann et son sous-directeur M. C. Hofer montent au front pour nous asséner qu'il faut avancer vers une ouverture des marchés et une libéralisation plus poussée de l'économie. Ils profitent de l'état d'abattement de nos campagnes ou les paysannes et paysans ont abandonné l'expression de leurs révoltes au profit de parafes au bas d'initiatives populaires.

C'est une véritable contre-offensive de la révolution libérale contre les gens de la terre qui sont confrontés tant aux limites des rendements naturels des sols, de la traite des animaux que des contradictions du marché.

Pour l'OFAG l'après PA 14-21 est déjà déterminé: ce sera le tout libéralisme, finis les protections aux frontières pour les céréales, viandes, fruits et légumes, la loi chocolatière, le soutien à l'exportation du fromage. Pour M. Schneider Amman et consorts, les paiements directs en cours de la PA 14-17 qui sera renouvelée en 18-21 préparent à l'ouverture des marchés: réduction des contributions à l'agriculture de plaine afin de provoquer une restructuration sur moins d'exploitations et plus de contributions en montagne pour entretenir le paysage. Contributions à l'écologie essentiellement réservées à de l'écologie en marge des productions alimentaires afin de mettre celles-ci en compétitivité internationale. D'autre part l'OFAG soutien politiquement, si ce n'est financièrement, l'implantation pour ne pas dire la colonisation du territoire par des exploitations agro-industrielles.

Le contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative «pour la sécurité alimentaire» de l'USP est dans la même veine et fait partie de l'arsenal pour piéger les paysans. Le Conseil fédéral surfe sur la vague émotionnelle du tout sécuritaire impulsé par les initiants pour présenter un contre-projet de super-sécurité alimentaire garanti par des accords de libre-échange. Son alibi: «la Suisse doit garder ses accès sur les marchés

car son taux d'auto-provisionnement n'est que de 50%». Ici l'enjeu n'est pas seulement celui de l'initiative populaire mais du rapport à l'opinion de la population sur la question agricole. Celle-ci est devenue une problématique politique de l'ensemble de la société. Depuis la grève du lait l'opinion publique c'est tourné en faveur des paysans alors que jusque-là ils étaient des heureux subventionnés. En élevant en proue des jeunes agriculteurs et agricultrices qui investissent dans l'agro-industrie les tenants du libéralisme cherchent sciemment à faire passer les paysannes et les paysans pour des ringards. Mais ne leur laissons pas l'opportunité de prendre la main sur l'opinion publique car la super sécurité alimentaire fédérale se moque éperdument des préoccupations de la population que suscite l'agro-industrie – alimentation altérée due aux productions intensives, maltraitance des animaux, atteintes à l'environnement, déficience énergétique et pollution et nuisances. Au contraire, le libre échange agricole va déverser des flots de malbouffe et d'insécurité sanitaire sur nos cités et campagnes et ce qui resterait de notre agriculture ira remplir les niches de luxe de par le monde.

Le monde agricole doit changer, abandonner sa vision corporatiste pour lier ses intérêts à ceux qu'il nourrit de son travail, aller à la rencontre des préoccupations de la population, définir et clamer sa propre vision d'une agriculture et alimentation saine. Les formules du genre pour la sécurité alimentaire ou pour l'agriculture productrice sont du fourre-tout où se glisse l'agro-industrie destructrice. Les 3.5 milliards annuels des contributions fédérales (paiements directs) ne doivent pas servir – comme l'entend le Conseil fédéral – à se préparer à produire de la nourriture à risque pour l'humain comme pour la nature. La sécurité alimentaire concoctée par le Conseil fédéral alimente le tout-insécuritaire par le fait que le libéralisme repose sur l'exploitation des inégalités, cause de l'instabilité mondiale et intérieure. Cette sécurité-là ouvre grand la

porte à l'insécurité générale et alimente l'esprit guerrier, contexte où la faim prend une dimension différente pour les crèves la faim ou les riches.

La boucle de la révolution verte est bouclée. Pour en sortir il faut écouter la terre et notre cœur, refonder un projet en conséquence, il en va de notre souveraineté personnelle (dignité), de celle de nos exploitations où rentre la «richesse» de la nature, cette souveraineté n'est pas nationale, mais celle de l'humanité contre le libéralisme débridé qui dessèche le ruisseau du bon sens de l'égalitarisme. Affirmons cette dignité ensemble, occupons la route afin de barrer le passage du libéralisme: dans l'immédiat opposons-nous franchement à «la ligne blanche» (ouverture du marché laitier) en préparation. C'est dans cet esprit que la section d'Uniterre Jura & Jura bernois s'inspire pour agir.

Paul Sautebin, la Ferrière

AGENDA

Jeudi 9 avril, 20h
AG Uniterre Fribourg et débat OGM
au relais St Jacques à Vuisternens-devant-Romont

Vendredi 17 avril: journée des luttes paysannes
Journée de mobilisation pour l'initiative partout en Suisse, consultez les sites internet

Samedi 18 avril, 13h30-23h
Contre-forum sur les matières premières, maison de quartier sous-gare, Lausanne

Mardi 21 avril, 17h45
manifestation contre le forum sur les matières premières, 17h45 Place Chaudron, Lausanne

Stands de récoltes de signatures
Consultez l'agenda sur www.souverainete-alimentaire.ch pour participer
www.uniterre.ch/agenda
www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

Manifeste en débat:

«La libéralisation des marchés agricoles et alimentaires génèrent l'insécurité planétaire»
A découvrir sur www.uniterre.ch
blog jura jura bernois

NEWSLETTER UNITERRE

Recevez-vous notre newsletter?
Nos mails, nos sms? Transmettez-nous votre adresse mail et votre natel

ASSEMBLEE GENERALE UNITERRE FRIBOURG SUIVI D'UNE TABLE RONDE SUR LES OGM

JEUDI 9 AVRIL À 20H,

AU RELAIS ST JACQUES À VUISTERNENS-DEVANT-ROMONT

Ordre du jour :

1. Pv (il ne sera pas lu, joint à la convocation).
2. Compte 2014
3. Vérification des comptes
4. Mot du Président
5. Divers

dès 20h30 table-ronde modérée par Luigi d'Andrea, StopOGM

«OGM quelles conséquences pour notre santé, notre environnement et la souveraineté alimentaire?»

Invités : Monsieur Nicolas Repond député et co-auteur de la motion pour un canton de Fribourg sans OGM

Corine Frankhauser, Terra Viva, parlera de l'impact des OGM dans le Cône sud de l'Amérique Latine (Argentine, Paraguay, Brésil)



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ?
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal:
Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-
Sympathisant: Fr. 150.- **Soutien:** Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:
Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch
Commission grandes cultures et viande:
Nicolas Bezençon, gvciande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:
Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch
Coordination Européenne Via Campesina:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Commission vente directe:
Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch
Commission jeunes-accès à la terre:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch